n° 58 / mars 2010

statistiques en bref

Observatoire de la culture et des communications du Québec

IMPORTANTE PROGRESSION DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DU QUÉBEC ENTRE 1995 ET 2007

BENOIT ALLAIRE,
CHARGÉ DE PROJET, OCCQ

Faits saillants

- La proportion de la population québécoise desservie par une bibliothèque publique atteint 95,3 % en 2007. Le Québec rattrape ainsi l'Ontario, la Colombie-Britannique et les États-Unis quant à la desserte de services de bibliothèques publiques.
- Le Québec comble l'écart avec les autres provinces quant au nombre de livres par habitant (3,0) et aux dépenses par habitant (39,82 $), mais accuse toujours du retard quant aux prêts par habitant (6,3 au Québec et 11,4 en Colombie-Britannique) et au pourcentage d'usagers inscrits (35,8 % au Québec et 50,2 % en Colombie-Britannique).
- Les bibliothèques des municipalités de taille moyenne (10 000 à 49 999 habitants), ainsi que celles des régions en périphérie de Montréal et Québec, affichent un taux d'usagers inscrits et un nombre de prêts par habitant supérieurs à ceux des bibliothèques des autres régions.
- Les achats de livres édités au Québec représentaient 27,6 % de tous les achats de livres par les bibliothèques publiques autonomes.

Québec

Les bibliothèques publiques du Québec de 1995 à 2007

De 1995 à 2007, les bibliothèques publiques québécoises[1] enregistrent une progression notable de leurs principaux indicateurs de performance. Ce sont surtout les indicateurs relatifs à l'offre de services, tels le taux de desserte, le nombre de livres par habitant ou le montant des dépenses par habitant, qui sont responsables de cette progression, tandis que les indicateurs relatifs à la demande, tels le pourcentage d'usagers inscrits ou le nombre de prêts par habitant, ont connu une avancée beaucoup plus timide.

Ce bulletin présente en première partie une analyse des principales tendances du développement de l'ensemble des bibliothèques publiques québécoises de 1995 à 2007 en le comparant avec celui des bibliothèques publiques de l'Ontario, de Colombie-Britannique et des États-Unis. La deuxième partie consiste à dégager certains constats à propos des bibliothèques publiques autonomes (BPA) selon la taille de leur municipalité et selon leur éloignement par rapport aux grands centres urbains. Quant aux bibliothèques affiliées (BA) et aux centres régionaux de services aux bibliothèques publiques (CRSBP), ils feront l'objet d'une publication ultérieure.

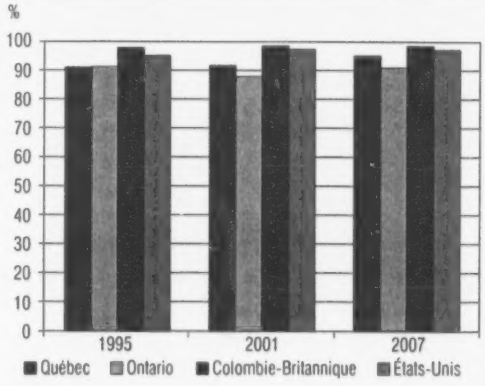
On peut consulter des données détaillées à propos des bibliothèques publiques québécoises sur le site internet de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) à cette adresse : http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/culture_comnc/livre_biblt/biblio_publiques/index.htm.

Partie 1 : Développement de l'ensemble des bibliothèques publiques

La desserte

Le taux de desserte, c'est-à-dire la proportion de Québécois et Québécoises ayant accès à des services de bibliothèques, est ainsi passé de 91,1 % à 95,3 %, soit une hausse de 4,2 points de pourcentage (tableau 1). L'essentiel de cette hausse s'est réalisé après 2001, puisqu'à cette date la desserte s'établissait à 91,8 % seulement. Le Québec dépasse maintenant l'Ontario à ce titre et réduit sensiblement l'écart avec la Colombie-Britannique et les États-Unis (figure 1).

Figure 1
Taux de desserte des bibliothèques publiques, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique et États-Unis, 1995, 2001 et 2007



1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Bibliothèques publiques autonomes, bibliothèques affiliées, Centres régionaux de services aux bibliothèques publiques et Grande Bibliothèque.

Tableau 1

Indicateurs de performance des bibliothèques publiques, Québec[1], Ontario, Colombie-Britannique et États-Unis, 1995, 2001 et 2007

	Unité	1995				2001				2007			
		Qc	Ont.	C.-B.	É.-U.	Qc	Ont.	C.-B.	É.-U.	Qc	Ont.[2]	C.-B.	É.-U.
Proportion de la population desservie	%	91,1	91,3	98,0	95,2	91,8	88,0	98,7	97,5	95,3	91,2	98,7	97,3
Fonds													
Livres par habitant	n	2,1	2,9	2,6	2,8	2,6	3,0	2,6	2,8	3,0	2,9	2,6	2,8
Usages et usagers													
Pourcentage d'usagers inscrits	%	30,1	..	..	..	30,6	47,4	..	..	35,8	42,4	50,2	55,0
Prêts aux usagers par habitant[3]	n	5,6	9,8	13,3	6,4	5,9	9,5	12,0	6,5	6,2	9,9	11,4	7,4
Dépenses[4]													
Dépenses par habitant	$	23,60	36,18	32,31	20,88	27,35	38,07	35,79	27,62	39,82	46,22	39,94	34,95
Dépenses d'acquisition par habitant	$	3,69	..	..	3,15	4,63	4,63	..	4,19	5,65	5,36	5,65	4,59
Part des dépenses d'acquisition	%	15,6	..	..	15,1	17,0	12,2	..	15,2	14,2	11,6	14,2	13,1
Dépenses pour le personnel par habitant	$	13,31	..	..	13,39	14,60	24,80	..	17,67	21,89	31,66	25,89	22,91
Part des dépenses de personnel	%	56,5	..	..	64,1	53,6	65,1	..	64,0	54,9	68,5	64,8	65,5
Nombre de bibliothécaires	n	300	1 207	443	38 694	312	1 188	443	44 428	431	1 333	487	47 151
Bibliothécaires par 10 000 habitants	n	0,46	1,21	1,24	1,55	0,46	1,13	1,11	1,62	0,59	1,14	1,15	1,61

1. Comprend les bibliothèques publiques autonomes, les bibliothèques affiliées, les centres régionaux de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) et la Grande Bibliothèque. Les indicateurs par habitant sont calculés sur la base de la population desservie.
2. Données de 2006.
3. Le nombre de prêts de la Colombie-Britannique inclut les prêts massifs.
4. Les sommes versées par les bibliothèques affiliées aux CRSBP sont exclues afin d'éviter les doubles comptes.

Sources : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Réseau-Biblio.
Ministère de la Culture de l'Ontario, *Statistiques sur les bibliothèques publiques de l'Ontario - Sommaire et comparaisons*, 2001 et 2006.
British Columbia Ministry of Education, *British Columbia Public Libraries Statistics, 2007*.
Institute of Museum and Library Services (IMLS), *Public Library (Public Use) Data Files, 1995, 2001, 2007*.
SAVARD, R. (2004) « Les bibliothèques publiques de 1995 à 2001 », *État des lieux du livre et des bibliothèques*, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

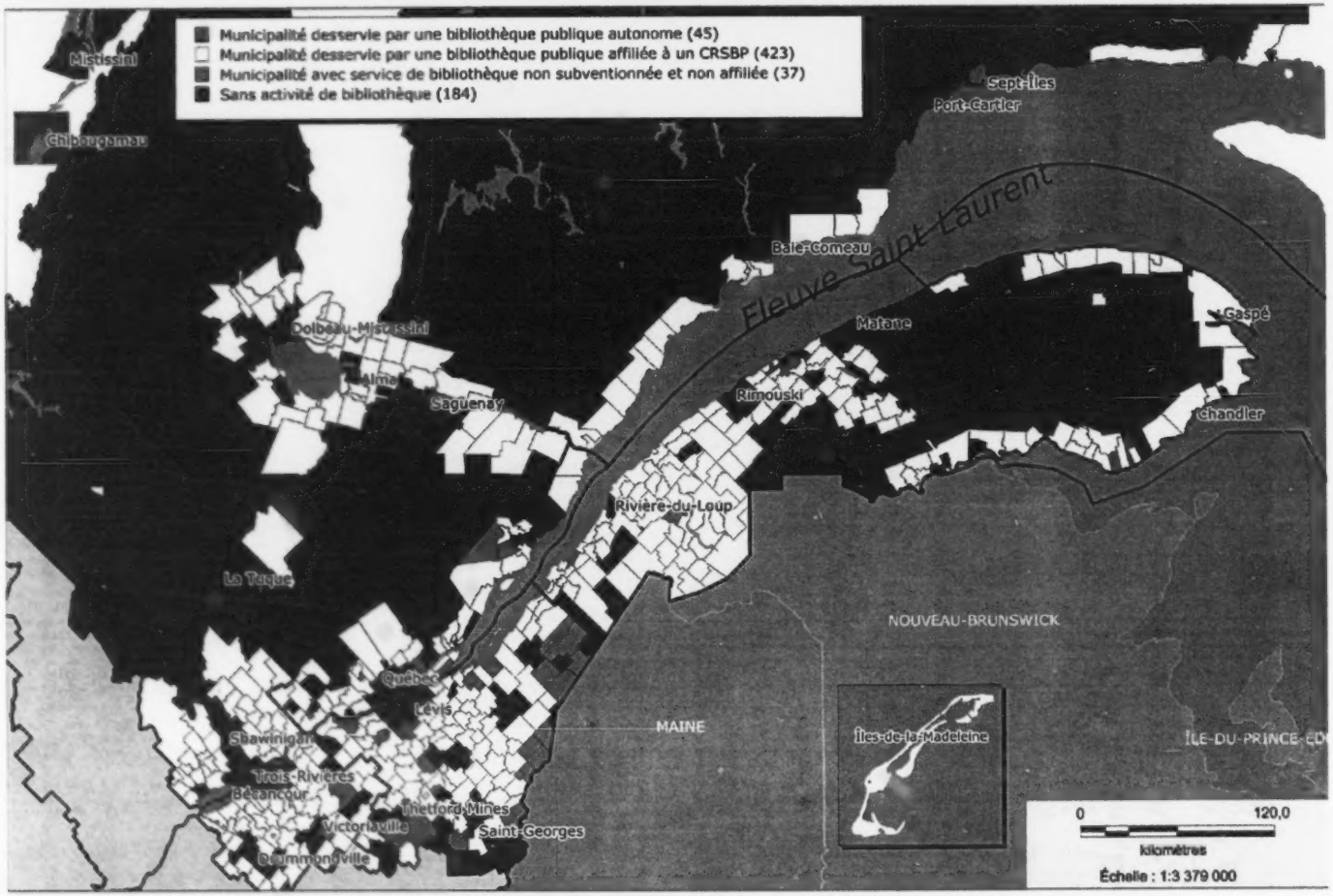
Les causes de cette augmentation ne sont pas évidentes, mais il semble que celle-ci soit moins attribuable à l'extension de l'offre de services de bibliothèques à des populations qui en était dépourvues, qu'au déséquilibre de la croissance démographique du Québec en faveur des régions périphériques. Évidemment, on postule ici que les populations dépourvues de services de bibliothèques sont situées surtout dans les régions éloignées, desservies principalement par des BA.

En effet, entre 2001 et 2007, la part de la desserte attribuable aux BPA[2], est passée de 80,2 % à 83,1 %, tandis que celle des BA[3] a évidemment reculé, passant de 19,8 % à 16,9 %. Cette évolution contrastée des parts respectives de chaque type de bibliothèque n'est pas seulement relative, puisque la desserte des BPA a crû de 11,7 % (637 780 habitants de plus), mais celle des BA a diminué de 7,8 %, soit 104 707 habitants de moins (tableau 3). Pour prendre la mesure de ces variations, notons qu'au cours de cette période la population du Québec a augmenté de 3,9 %.

Or, comme l'illustre la carte de la desserte des municipalités (figures 2a et 2b), la majorité des BPA, soit 71 sur 125, sont situées en région périphérique[4]. On comprend alors aisément qu'une augmentation plus importante de la population des municipalités desservies par ces bibliothèques entraîne une hausse du taux de desserte global au Québec.

2. Bibliothèques publiques autonomes : bibliothèques publiques dont l'activité principale consiste à desservir gratuitement, ou à un coût minime, les municipalités de 5 000 habitants ou plus (Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec (SCACCQ), 2004, sous-groupe 14202.01, http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire). Ces bibliothèques sont soutenues par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.
3. Bibliothèques affiliées : comprend les bibliothèques publiques dont l'activité principale consiste à desservir gratuitement, ou à un coût minime, les municipalités de moins de 5 000 habitants. Elles sont affiliées à un centre régional de services aux bibliothèques publiques et s'adressent au grand public (SCACCQ, 2004, sous-groupe 14202.02).
4. On trouve sur le site internet de l'OCCQ une carte dynamique détaillée qui affiche le type de desserte de chaque municipalité du Québec (http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/culture_comnc/livre_biblt/biblio_publiques/index.htm).

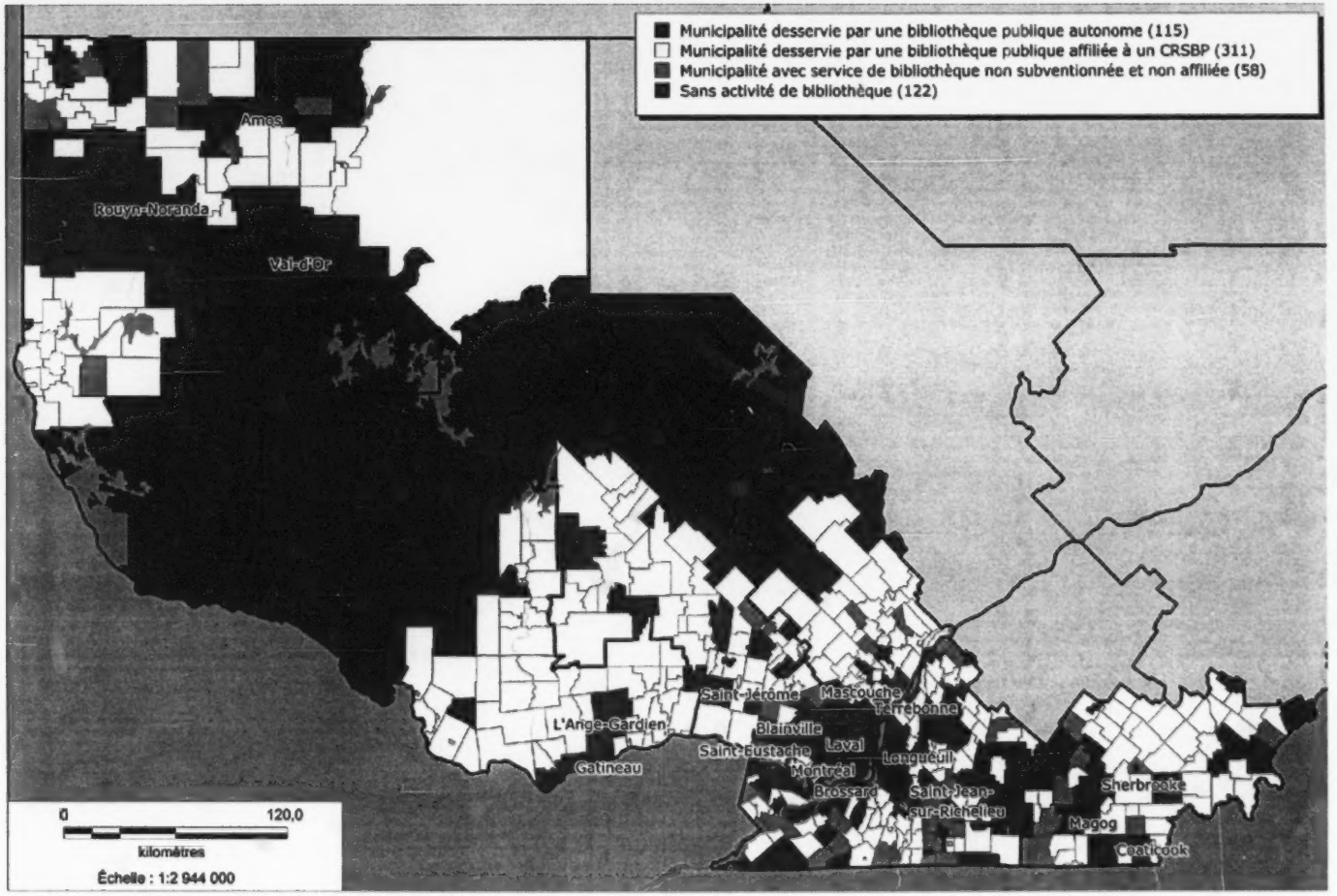
Figure 2a
Carte de la desserte des municipalités en services de bibliothèque selon le type de services, est du Québec, 2007



Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Institut de la statistique Québec

Figure 2a
Carte de la desserte des municipalités en services de bibliothèque selon le type de services, ouest du Québec, 2007



Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Institut de la statistique Québec

Toutefois, en ce qui concerne les tendances opposées observées entre les BPA et les BA, il convient de souligner qu'une partie du phénomène est aussi attribuable à des « effets de système » et non seulement aux changements démographiques. En effet, principalement à cause des fusions municipales survenues au cours de cette période, certaines BA ont été intégrées à des BPA existantes ou se sont transformées en BPA. De plus, l'affiliation des BA au CRSBP[5] de leur région n'est pas nécessairement perpétuelle et il arrive que certaines BA se désaffilient, comme ce fut le cas, par exemple, de Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans. Ce qui ne veut pas dire que les citoyens de ces municipalités désaffiliées sont subitement privés de services de bibliothèque.

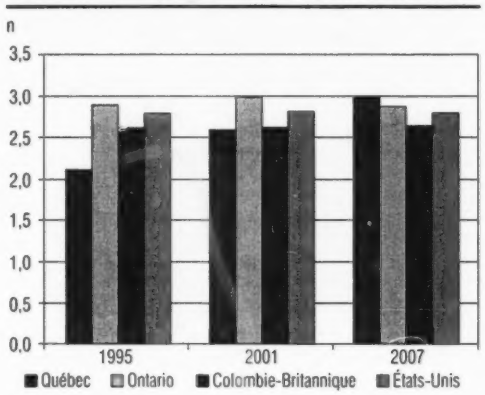
Ceci signifie que les taux de desserte présentés dans cette analyse, de même que les autres statistiques, excluent les municipalités qui dispensent des services de bibliothèque publique mais qui n'ont pas de BPA ou de BA. La carte de la desserte des municipalités illustre cette sous-couverture. Selon les données fournies par toutes les municipalités du Québec au MAMROT[6], 95 municipalités ont eu des dépenses pour des services de bibliothèque en 2007 sans qu'elles soient soutenues par le MCCCF[7] et sans être affiliées à un CRSBP. Ces municipalités fournissent des services de bibliothèque de diverses façons. Certaines ont leur propre bibliothèque, tel Potton, Richmond, ou Saint-Lambert-de-Lauzon, d'autres participent à une bibliothèque scolaire municipale (Montmagny) ou à une bibliothèque collégiale municipale (Saint-Joseph-de-Coleraine) ou encore remboursent à leurs citoyens, en totalité ou en partie, le coût de l'abonnement à la bibliothèque d'une municipalité voisine.

En résumé, l'augmentation du taux de desserte entre 1995 et 2007 est bien sûr une bonne nouvelle, mais elle est plutôt attribuable à la croissance démographique des régions en périphérie de Montréal qu'à l'extension des services à des populations qui en étaient auparavant dépourvues.

Les fonds documentaires

En de qui concerne les fonds documentaires, le seul indicateur qu'il est possible de calculer pour l'ensemble des bibliothèques publiques est le nombre de livres par habitant. En 2007, on comptait 21,8 millions de livres dans les bibliothèques publiques québécoises, ce qui signifie 3,0 livres par habitant. Cet indicateur était de 2,1 livres en 1995 et 2,6 livres en 2001. Cette progression remarquable de 0,9 livre par habitant en 12 ans vient combler le retard historique du Québec à ce chapitre avec l'Ontario, la Colombie-Britannique et les États-Unis (figure 3).

Figure 3
Nombre de livres par habitant, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique et États-Unis, 1995, 2001 et 2007



1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'essentiel de cette hausse s'est produit avant 2001 et, par la suite, la création de la Grande Bibliothèque en 2005 a permis de niveler l'écart et même de dépasser la performance de la Colombie-Britannique (2,6 livres) et des États-Unis (2,8 livres). L'Ontario comptait 2,9 livres par habitant en 2006. La collection de la Grande Bibliothèque représentait 0,2 livre par habitant en 2007.

5. Centre régional de services aux bibliothèques publiques : ce groupe comprend les établissements créés en vertu de l'article 18 de la Loi sur le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Tout en desservant les bibliothèques affiliées, leur rôle est d'établir, maintenir et développer des collections de documents publiés à l'aide d'un service de traitement documentaire, de conclure des contrats de services documentaires relatifs au fonctionnement d'une bibliothèque publique, de favoriser les échanges et la mise en commun des ressources documentaires, de promouvoir toute autre activité reliée au fonctionnement d'une bibliothèque publique, d'encourager et soutenir des programmes de formation, d'information, d'animation et de développement culturel compatibles avec les objets mentionnés précédemment (SCACCQ, 2004, groupe 14203).
6. Ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, Rapport financier – Exercice financier 2007, Analyse des dépenses de fonctionnement (http://www.mamrot.gouv.qc.ca/publications/finances/org_muni_2007/A7_13_Munloc_Donnees_detaillees_selon_codes_bruts_Analyse_depfonct.xls).
7. Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Les usages et les usagers

La proportion d'usagers inscrits, c'est-à-dire le nombre d'usagers par rapport à la population desservie a crû de façon marquée, passant de 30,1 % en 1995 à 30,6 % en 2001 et à 35,8 % en 2007 avec 2,6 millions d'usagers. Cette progression s'explique en partie par le succès populaire de la Grande Bibliothèque qui comptait 293 121 usagers inscrits en 2007.

La performance québécoise est toutefois encore bien éloignée des taux états-uniens ou canadiens. En effet, en 2007, la proportion d'usagers des bibliothèques des États-Unis était de 55,0 % et celle de Colombie-Britannique était de 50,2 % (figure 4). L'Ontario affichait une proportion d'usagers inscrits de 42,4 % en 2006. Ce retard pourrait être attribuable en bonne partie au taux de scolarité plus faible de la population québécoise. En effet, l'Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois démontre de manière récurrente le lien entre le niveau de scolarisation et la fréquentation des bibliothèques. Ainsi, en 2004, la proportion de Québécois ayant une scolarité de niveau « primaire » et ayant fréquenté une bibliothèque municipale était de 26,6 %, tandis que chez les personnes ayant une scolarité de niveau universitaire cette proportion était de 54,8 %.[8]

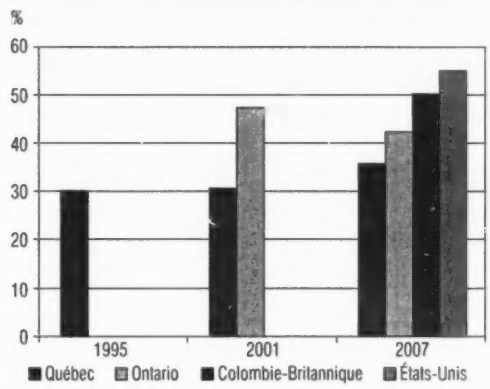
Or, selon les données du recensement de 2006[9], la proportion de Québécois de 15 ans et plus n'ayant aucun diplôme est de 25,0 %, tandis que cette même proportion est de 22,2 % en Ontario et 19,9 % en Colombie-Britannique. À l'inverse, les proportions de diplômés universitaires sont respectivement de 21,4 %, 24,6 % et 24,7 %.

Les prêts

Le nombre de prêts par habitant est un autre indicateur de performance important de l'activité des bibliothèques publiques. La valeur de cet indicateur est passée de 5,6 prêts en 1995 à 5,9 en 2001 et à 6,2 en 2007 (figure 5). Il s'agit d'une progression importante mais, là encore, le Québec se place loin derrière l'Ontario (9,9 prêts par habitant), la Colombie-Britannique (12,0 prêts par habitant) ou les États-Unis (7,4 prêts par habitant).

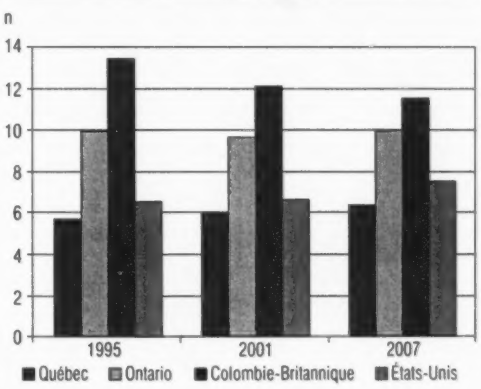
Il va de soi que la faiblesse de cet indicateur en ce qui concerne les bibliothèques publiques québécoises est reliée à celle du taux d'usagers inscrits, un plus grand nombre d'usagers entraînant généralement un plus grand nombre de prêts (coefficient de corrélation de 0,987 en 2007)[10].

Figure 4
Taux d'usagers inscrits aux bibliothèques publiques, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique, États-Unis, 1995, 2001 et 2007



1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5
Nombre de prêts par habitant, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique, États-Unis, 1995, 2001 et 2007



1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

8. GARON, R. *La pratique culturelle au Québec en 2004 - recueil statistique*. Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2005, p. 93.
9. Institut de la statistique du Québec. *Population de 15 ans et plus, selon le plus haut degré de scolarité atteint, Canada et provinces, 2006*. http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/education/etat_scolr/tab4_niv_sco_2006.htm. Page consultée le 12 février 2010.
10. Le coefficient de corrélation (R2) est une mesure de la force de la relation entre deux variables. Plus la valeur de ce paramètre se rapproche de 1,00, plus la relation entre les variables est forte.

Les dépenses

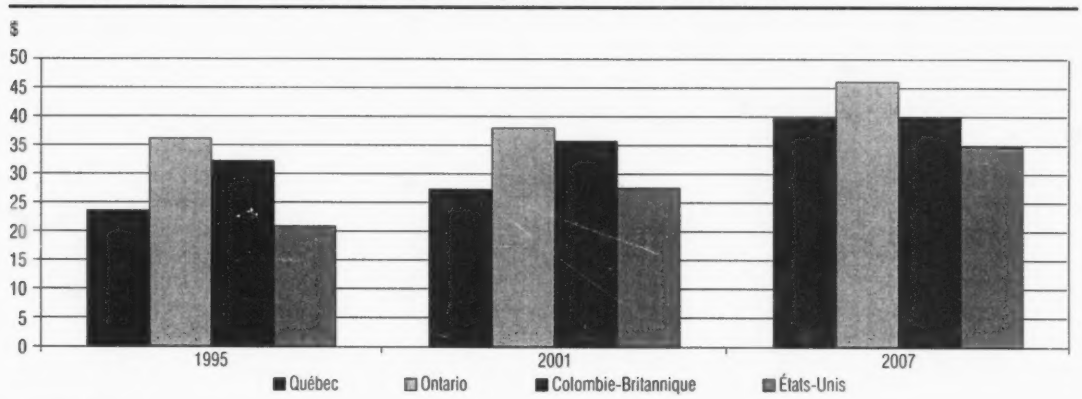
Les dépenses des bibliothèques publiques québécoises par habitant ont augmenté de 16,22 $, passant de 23,60 $ en 1995 à 39,82 $ en 2007, ce qui signifie un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 4,5 %. La part la plus importante de cette hausse est attribuable à la période 2001-2007 avec un gain de 12,47 $ (figure 6).

Cette croissance est significative. Elle permet au Québec de rejoindre la Colombie-Britannique à ce chapitre (39,94 $ en 2007), mais demeure inférieure au montant des dépenses par habitant de l'Ontario (46,22 $ en 2006). Il est plus difficile d'établir des comparaisons de dépenses avec les États-Unis à cause de la variabilité du taux de change. Mentionnons toutefois que le TCAM des dépenses par habitant y a crû de 4,4 % au cours de la même période, soit une croissance fort semblable à celle du Québec.

Sans surprise, les dépenses de personnel accaparent la plus grande part avec 54,9 % des dépenses en 2007, soit 21,89 $ par habitant, tandis que les dépenses d'acquisition représentaient 14,2 % des dépenses ou 5,65 $ par habitant. Les parts respectives de ces dépenses ont légèrement diminué depuis 2005, ce qui implique une augmentation des autres dépenses (locaux, informatique, dépenses diverses).

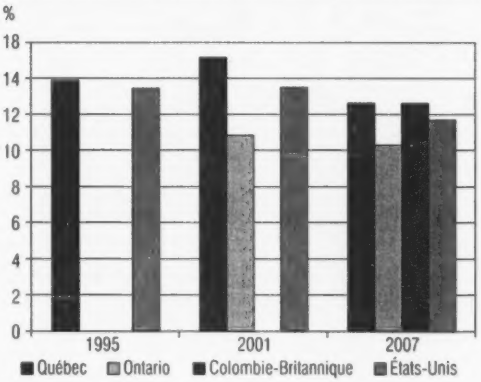
Cette répartition des dépenses est propre au Québec. En effet, les dépenses pour le personnel sont proportionnellement plus importantes en Colombie-Britannique, en Ontario et aux États-Unis, tandis que les dépenses d'acquisition de documents sont plus faibles. Ainsi, en Colombie-Britannique, les dépenses pour le personnel représentaient 64,8 % des dépenses, en Ontario 68,5 % et aux États-Unis 65,5 %. À l'inverse, les dépenses d'acquisition y prennent une part moins importante, soit respectivement 14,2 %, 11,6 % et 13,1 %. La part plus importante consacrée aux acquisitions par les bibliothèques québécoises pourrait s'expliquer en partie par le prix moyen plus élevé des livres en français (figures 7 et 8).

Figure 6
Dépenses par habitant, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique, États-Unis, 1995, 2001 et 2007



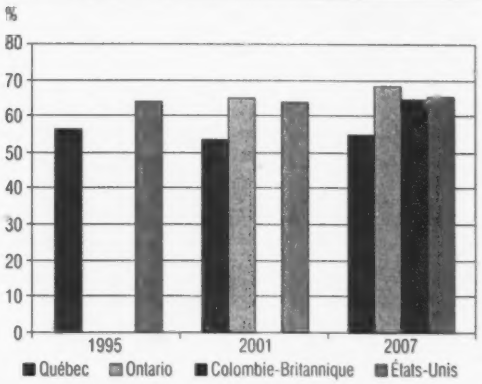
1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7
Part des dépenses d'acquisition de document, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique, États-Unis, 1995, 2001 et 2007



1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8
Part des dépenses de personnel, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique, États-Unis, 1995, 2001 et 2007



1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les bibliothécaires

Entre 1995 et 2007, le nombre de bibliothécaires professionnels dans les bibliothèques publiques québécoises a augmenté de 43,7 %, passant de 300 à 431. La majeure partie de cette hausse s'est réalisée entre 2001 et 2007 et est attribuable à la mise sur pied de la Grande Bibliothèque du Québec. En effet, cette dernière comptait 90 bibliothécaires en 2007, en équivalent temps complet, ce qui représente 78,3 % de la hausse observée entre 2001 et 2007 (figure 9).

Malgré cet effort important, la performance québécoise à ce titre demeure bien en deçà de celle de la Colombie-Britannique, de l'Ontario ou des États-Unis. Tandis qu'au Québec, il y avait 0,59 bibliothécaire professionnel par 10 000 habitants, on en dénombrait 1,14 en Colombie-Britannique, 1,11 en Ontario et 1,61 aux États-Unis. Ce qui veut dire que, pour rejoindre les autres provinces et les États-Unis à ce chapitre, le Québec devrait doubler ses effectifs de bibliothécaires professionnels dans ses bibliothèques publiques.

Progression de l'offre plus rapide que celle de la demande

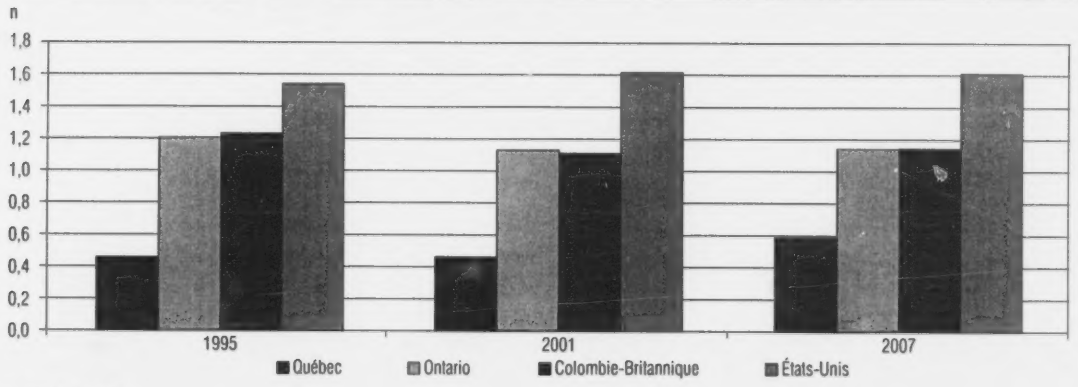
En résumé, les indicateurs de performance montrent une évolution positive des bibliothèques publiques québécoises au cours de la période 1995-2007. Les indicateurs pour lesquels on remarque une progression notable sont ceux de la desserte, du fonds documentaire et des dépenses. Les indicateurs pour lesquels le Québec accuse encore un certain retard par rapport à la Colombie-Britannique, l'Ontario ou les États-Unis sont ceux qui concernent le nombre d'usagers inscrits, le nombre de prêts et le nombre de bibliothécaires.

Partie 2 : Les bibliothèques publiques autonomes

Les bibliothèques publiques autonomes

Les BPA représentent la part la plus importante, en termes de volume, de l'ensemble des bibliothèques publiques. En effet, elles comptaient en 2007 pour 83,1 % de la population desservie, 70,4 % de tous les documents, 77,3 % des usagers inscrits, 80,1 % des prêts, 72,6 % des dépenses totales et 73,9 % des bibliothécaires professionnels. Rappelons que, à l'exception de cinq bibliothèques, les BPA desservent des municipalités de plus de 5 000 habitants, tandis que les plus petites municipalités sont desservies par une bibliothèque affiliée (tableau 2).

Figure 9
Nombre de bibliothécaires professionnels par 10 000 habitants, Québec, Ontario[1], Colombie-Britannique, États-Unis, 1995, 2001 et 2007



1. Données de 2006
Source : Institut de la statistique du Québec. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 2

Statistiques des bibliothèques publiques selon le type de bibliothèque, Québec, 2007

	Unité	Ensemble des bibliothèques	BPA	BA	Grande Bibliothèque	CRSBP
Desserte						
Population desservie	n	7 322 905	6 083 225	1 239 680	...	...
Nombre de bibliothèques	n	817	125	692	...	...
Fonds						
Documents	n	24 252 252	17 065 803	1 927 412	2 652 844	2 606 193
Documents par habitant	n	3,31	2,81	1,55	...	2,10
Usages et usagers						
Usagers inscrits	n	2 619 378	2 023 900	302 357	293 121	...
Pourcentage d'usagers inscrits	%	35,8	33,3	24,4	...	...
Prêts[1]	n	45 905 039	36 754 888	4 429 683	4 619 302	101 166
Prêts par habitant	n	6,3	6,0	3,6	...	...
Revenus totaux	**$**	**299 271 941**	**219 686 453**	**11 353 278**	**52 458 978**	**15 773 232**
Contribution municipale	$	216 040 067	192 415 864	11 353 278	7 312 075	4 958 849
Subventions	$	71 388 615	19 007 110	...	43 619 032	8 762 473
Autres revenus	$	11 843 260	8 263 479	...	1 527 871	2 051 910
Dépenses totales[2]	**$**	**302 097 062**	**219 445 045**	**11 353 278**	**56 191 898**	**15 106 841**
Dépenses de fonctionnement	$	291 912 486	213 471 302	11 353 278	52 185 964	14 901 941
Dépenses de fonctionnement par habitant	$	39,86	35,09	9,16	...	12,02
Dépenses d'acquisition	$	41 377 214	30 355 345	1 491 407	5 484 792	4 045 670
Dépenses d'acquisition par habitant	$	5,65	4,98	1,20	...	3,26
Pourcentage des dépenses d'acquisition	%	14,2	14,2	0,1	0,0	27,1
Dépenses pour le personnel	$	160 282 087	127 385 539	4 272 880	21 930 187	6 693 481
Dépenses pour le personnel par habitant	$	21,89	20,94	9,16	...	5,40
Pourcentage des dépenses de personnel	%	54,9	59,7	0,0	0,0	0,0
Dépenses d'investissements	$	10 184 577	5 973 743	..	4 005 934	204 900
Nombre de bibliothécaires	n	431	319	..	90	23

1. Comprend certaines données estimées.
2. Les sommes versées par les bibliothèques affiliées aux CRSBP sont exclues afin d'éviter les doubles comptes.

Sources : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Réseau-Biblio.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Évolution des bibliothèques publiques autonomes

À cause de leur poids, les BPA présentent évidemment une évolution semblable à celle de l'ensemble des bibliothèques publiques au cours de la période 1995-2007. On y constate aussi qu'au cours de cette période, la plupart des progrès ont été réalisés au cours de la deuxième moitié de cette période.

Ainsi, de 1995 à 2001, la population desservie par les BPA est passée de 73,0 % de la population totale à 73,6 % et s'établit à 79,2 % en 2007 (tableau 3). De même, la part des BPA de l'ensemble de la population desservie est demeurée stable entre 1995 et 2001, environ 80,0 %, mais grimpe à 83,2 % en 2007. Il est probable que ces changements reflètent l'effet des fusions municipales de 2002 (qui expliquent la grande variation du nombre de bibliothèques) de même que, comme on l'a vu plus haut, les changements démographiques en faveur des régions périphériques.

Quant aux principaux indicateurs de l'activité des bibliothèques, soit la proportion d'usagers inscrits, le nombre de livres et le nombre de prêts, le portrait est mitigé (tableau 4). En effet, la proportion d'usagers inscrits a connu une hausse appréciable de 2,4 points de pourcentage de 1995 à 2007, passant de 30,9 % à 33,2 %; ce qui signifie 400 164 usagers de plus. La majeure partie de cette hausse, 1,6 point de pourcentage, s'est réalisée entre 2001 et 2007. À l'inverse, la croissance du nombre de livres et du nombre de prêts par usager s'est produite principalement au cours de la première partie de la période 1995-2007. Ainsi, le nombre de livres par usager est passé de 2,20 en 1995 à 2,52 en 2001 et à 2,58 en 2007. En ce qui concerne le nombre de prêts par usager, l'augmentation globale est entièrement attribuable à la période 1995-2001, puisque ce nombre est passé successivement de 5,85 à 6,35 et à 5,96, ce qui dénote une baisse appréciable entre 2001 et 2007.

Ces mouvements de croissance opposés entre le nombre d'usagers inscrits et l'offre de livres laissent entrevoir des modifications dans les usages des usagers. Bien que les données disponibles ne permettent pas de l'affirmer clairement, l'augmentation de l'offre de services électroniques dans les BPA, en particulier l'accès à Internet, pourrait expliquer en partie que le nombre d'usagers continue de croître même si l'offre de livres demeure plus ou moins stagnante et que la demande, formulée en nombre de prêts par habitant, soit en régression. Ces changements dans l'activité des bibliothèques devraient se refléter dans la répartition de leurs dépenses.

Tableau 3

Desserte des bibliothèques publiques selon le type de bibliothèque[1], Québec, 1995, 2001 et 2007

	1995		2001		2007	
	n	%	n	%	n	%
Population du Québec	7 208 884	100,0	7 396 331	100,0	7 686 038	100,0
Population desservie	6 567 664	91,1	6 789 832	91,8	7 322 905	95,3
Desserte des bibliothèques publiques autonomes	5 262 078	80,1	5 445 445	80,2	6 083 225	83,1
Desserte des bibliothèques publiques affiliées	1 305 586	19,9	1 344 387	19,8	1 239 680	16,9

1. Selon les données de population de l'année de référence disponibles lors de la production des statistiques originales.

Sources : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4

Statistiques principales des bibliothèques publiques autonomes, Québec, 1995, 2001 et 2007

	1995		2001		2007		TCAM[1] 95-07	TCAM 95-01	TCAM 01-07
	$	%	$	%	$	%		%	
Revenus et dépenses									
Revenus totaux	**136 806 347**	**100,0**	**156 469 471**	**100,0**	**219 686 453**	**100,0**	**4,0**	**2,3**	**5,8**
Revenus d'exploitation	6 425 863	4,7	8 990 696	5,7	8 263 479	3,8	2,1	5,8	– 1,4
Revenus d'abonnements	1 738 545	27,1	2 116 164	23,5	1 177 909	14,3	– 3,2	3,3	– 9,3
Autres revenus	4 687 318	72,9	6 874 532	76,5	7 085 570	85,7	3,5	6,6	0,5
Aide privée	69 947	0,1	136 239	0,1	161 079	0,1	7,2	11,8	2,8
Aides publiques	130 310 537	95,3	147 342 536	94,2	211 261 895	96,2	4,1	2,1	6,2
Aide publique du gouvernement du Québec	11 440 493	8,4	17 445 217	11,1	18 846 030	8,6	4,2	7,3	1,3
MCCCF	10 498 106	7,7	15 000 000	9,6	18 235 893	8,3	4,7	6,1	3,3
Autres sources publiques	942 387	0,0	2 445 217	0,0	610 138	0,0	– 3,6	17,2	– 20,7
Aide publique des administrations municipales	118 870 044	86,9	129 897 319	83,0	192 415 864	87,6	4,1	1,5	6,8
Dépenses totales	**136 505 537**	**100,0**	**156 409 614**	**100,0**	**219 445 045**	**100,0**	**3,8**	**2,3**	**5,8**
Dépenses de fonctionnement	136 505 537	100,0	156 409 614	100,0	213 471 302	97,3	2,5	4,4	5,3
Frais pour acquisition, entretien et réparation	22 543 347	16,5	29 198 364	18,7	30 355 345	14,2	2,5	4,4	0,6
Rémunération et avantages sociaux	80 569 167	59,0	89 211 168	57,0	127 385 539	59,7	3,9	1,7	6,1
Frais et entretien du local	21 448 520	15,7	23 117 553	14,8	27 675 808	13,0	2,1	1,3	3,0
Autres dépenses	11 944 503	8,8	14 882 529	9,5	28 054 610	13,1	7,4	3,7	11,1
Dépenses d'investissement	...	...	...	...	5 973 743	2,7	...	...	...
Activités									
Nombre d'usagers	1 623 736	...	1 715 578	...	2 023 900	...	1,9	0,9	2,8
Pourcentage d'usagers inscrits	30,9	...	31,7	...	33,2	...	...	...	...
Nombre de livres	11 564 899	...	13 640 307	...	15 683 851	...	2,6	2,8	2,4
Livres par habitant	2,20	...	2,52	...	2,58	...	...	...	...
Nombre de prêts aux usagers	30 761 689	...	34 411 207	...	36 236 864	...	1,5	1,9	1,1
Prêts aux usagers par habitant	5,85	...	6,35	...	5,96	...	...	...	...
Nombre de bibliothèques	**161**		**165**		**125**		**...**	**...**	**...**
Nombre de points de service	**266**		**271**		**316**		**1,4**	**0,3**	**2,6**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Sources : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

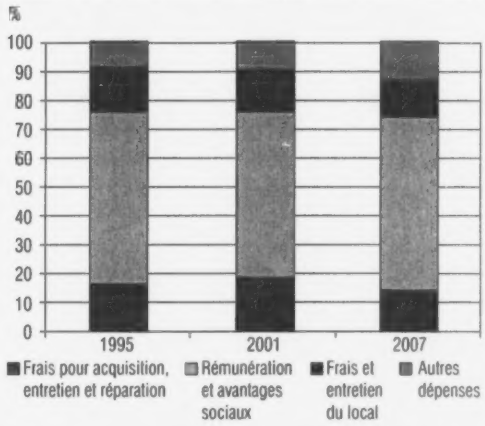
Les dépenses des BPA ont crû en moyenne de 3,8 % annuellement au cours de la période 1995-2007 et atteint 219,4 M$ (tableau 4). Dans l'ensemble de ces dépenses, seules les dépenses pour le personnel et les « autres dépenses » ont connu un taux de croissance supérieur, soit respectivement de 3,9 % et 7,4 %. Les dépenses d'acquisition de documents ont crû en moyenne de 2,5 % annuellement et les dépenses de locaux de 2,1 % au cours de la même période. Il s'ensuit que les parts respectives de ces postes de dépenses ont sensiblement changé. Ainsi, la part des dépenses d'acquisition de documents est passée successivement de 16,5 % à 18,7 % et à 14,2 %. Quant à la part des dépenses de locaux, elle a d'abord diminué de 15,7 % à 14,8 % et atteint 13,0 % en 2007 (figure 10).

Il est difficile d'interpréter correctement la signification de la hausse importante de la part des « autres dépenses ». Bien que celles-ci comprennent les dépenses d'informatique et qu'il soit tentant de leur associer une éventuelle augmentation des services électroniques, le montant des dépenses informatiques (4,3 M$) ne représente que 15,5 % des « autres dépenses » en 2007.

Le financement de ces dépenses a connu un changement important au cours de la période étudiée quant aux rapports entre les sources de revenus. Alors qu'entre 1995 et 2001, la part des contributions municipales sur les revenus totaux passe de 86,9 % à 83,0 % et que celle du gouvernement du Québec grimpe de 8,4 % à 11,1 %, de 2001 à 2007, on observe le mouvement inverse, ces parts atteignant respectivement 87,6 % et 8,6 %. Retour au point de départ pourrait-on dire, mais la différence des taux de croissance de ces sources de revenus montre bien que ce sont les administrations municipales qui assurent la croissance de leurs bibliothèques, tandis que la contribution du MCCCF demeure à peu près la même depuis 2001, passant de 17,4 M$ à 18,8 M$.

En effet, de 1995 à 2001, le TCAM des contributions municipales est de 1,5 % et celui de l'aide du MCCCF est de 7,3 %. De 2001 à 2007, les TCAM s'inversent et sont respectivement de 1,3 % et 6,8 %. Pour mieux apprécier l'écart entre l'effort municipal et l'effort national, difficile à saisir à cause de la grande différence entre leurs parts respectives du financement, mentionnons que, de 2001 à 2007 la contribution du gouvernement du Québec aux BPA a augmenté de 1,4 M$, tandis que celle des administrations municipales a grimpé de 62,5 M$.

Figure 10
Répartition des dépenses de fonctionnement des bibliothèques publiques autonomes selon le type de dépense, Québec, 1995, 2001 et 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Ceci ne signifie pas que le gouvernement du Québec se désengage peu à peu du domaine des bibliothèques publiques. Au contraire, tout en maintenant son soutien aux BPA et aux CRSBP, celui-ci assume la plus grande part du financement de la Grande Bibliothèque depuis 2005. Il s'agit d'une contribution de 43,6 M$ en 2007, soit 83,6 % des dépenses de fonctionnement. Rappelons ici que le rattrapage observé pour plusieurs indicateurs de performance est dû en bonne partie à la mise sur pied de la Grande Bibliothèque.

En fait, l'évolution du financement des bibliothèques publiques présente au contraire une implication financière de plus en plus importante du gouvernement du Québec dans le réseau des bibliothèques publiques. La part gouvernementale dans le financement de l'ensemble des bibliothèques publiques passe en effet de 11,3 % en 1995 à 18,7 % en 2001 et à 23,5 % en 2007 (figure 11).

Tableau 5

Revenus des bibliothèques publiques[1], Québec, 1995, 2001 et 2007

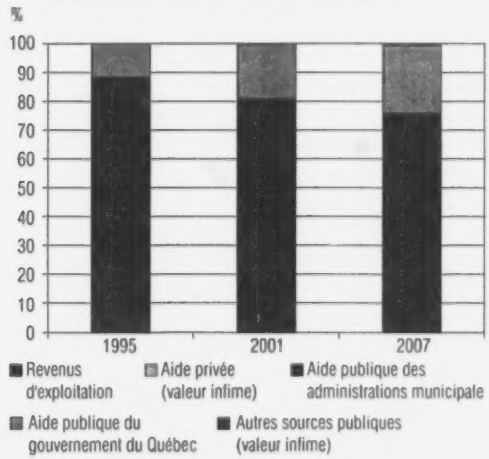
	1995		2001		2007	
	$	%	$	%	$	%
Revenus totaux[2,3,4]	**155 390 819**	**100,0**	**197 949 072**	**100,0**	**299 271 941**	**100,0**
Revenus d'exploitation	9 765 091	6,3	19 184 751	9,7	11 843 260	4,0
Aide privée		0,0		0,0	342 190	0,1
Aide publique	145 625 728	93,7	178 764 321	90,3	287 086 491	95,9
Aide publique des administrations municipales	128 038 421	82,4	141 677 621	71,6	216 040 067	72,2
Aide publique du gouvernement du Québec	17 587 307	11,3	37 086 700	18,7	70 326 403	23,5
Autres sources publiques	...	...	...	...	720 022	0,2

1. Comprend les bibliothèques publiques autonomes, les bibliothèques affiliées, les centres régionaux de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) et BAnQ.
2. Les données des bibliothèques affiliées en 1995 sont tirées des états financiers de 743 bibliothèques sur 799, desservant 95,7 % de la population desservie par l'ensemble des bibliothèques affiliées.
3. Les données des bibliothèques affiliées en 2001 sont tirées des états financiers de 737 bibliothèques sur 793, desservant 91,2 % de la population desservie par l'ensemble des bibliothèques affiliées.
4. Les revenus autonomes des bibliothèques affiliées sont inclus dans la contribution municipale.

Sources : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Réseau-Biblio.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 11
Répartition du financement des bibliothèques publiques selon la source, Québec, 1995, 2001 et 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les bibliothèques publiques autonomes selon la taille de la population

La taille de la population desservie a une influence importante sur la valeur des différents indicateurs de performance des bibliothèques publiques. Comme décrit au tableau 6, les bibliothèques ont été regroupées en 5 classes de population. Cette répartition montre que le nombre de documents par habitant est beaucoup plus important dans les municipalités de petite taille que dans les grandes, soit 2,40 documents dans les municipalités de plus de 50 000 habitants et de 4,33 dans les municipalités dont la population varie entre 5 000 et 9 999 habitants. Dans l'ensemble des BPA du Québec, on compte 2,81 documents par habitant.

Tableau 6
Indicateurs de performance des bibliothèques publiques autonomes selon la taille des municipalités. Québec, 2007

	Unité	Québec	Plus de 50 000	25 000 à 49 999	10 000 à 24 999	5 000 à 9 999	Moins de 5 000
Documents par habitant	n	2,81	2,40	3,35	3,78	4,33	7,72
Documents imprimés par habitant	n	2,65	2,26	3,10	3,63	4,15	7,24
Usages et usagers							
Pourcentage d'usagers inscrits	%	33,3	31,8	37,0	37,4	30,3	41,3
Prêts par habitant	n	5,96	5,79	6,32	6,36	6,08	6,03
Pourcentage des documents pour enfants dans les prêts	%	36,0	36,5	34,2	35,7	36,0	37,2
Demandes d'information par habitant	n	0,32	0,36	0,19	0,23	0,23	0,21
Entrée par habitant	n	3,27	3,29	3,29	3,27	2,60	3,60
Participations aux manifestations à la bibliothèque par habitant	n	0,13	0,14	0,10	0,10	0,18	0,25
Prêts entre bibliothèques – documents empruntés par 1 000 habitants	n	4,60	2,12	7,31	12,04	13,43	22,85
Services électroniques disponibles à distance[1]	n	2,16	2,94	2,17	1,96	2,07	1,83
Accès et installations							
Heures d'ouverture par semaine (moyenne)	n	36,0	40,4	31,9	35,2	26,7	27,0
Revenus et dépenses							
Dépenses de fonctionnement par habitant	$	35,09	34,79	35,86	37,19	28,43	45,09
Dépenses d'acquisition par habitant	$	4,98	4,57	5,38	6,06	6,76	8,20
Dépenses pour le personnel par habitant	$	20,94	20,49	22,60	23,12	14,15	27,57
Pourcentage des dépenses d'acquisition	%	14,2	13,2	15,0	16,3	23,8	18,2
Pourcentage des dépenses pour le personnel	%	59,7	58,9	63,0	62,2	49,8	61,1

1. Moyenne du nombre de services électroniques distincts offerts par les bibliothèques.
Sources : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

À l'exception des municipalités de moins de 5 000 habitants, ce sont les municipalités de taille moyenne qui comptent la plus grande proportion d'usagers inscrits. En effet, tandis que la proportion d'usagers inscrits est de 31,8 % dans les municipalités de grande taille, elle grimpe à 37,0 % dans les municipalités dont la population se situe entre 25 000 et 49 999 habitants et à 37,4 % pour les municipalités de 10 000 à 24 999 habitants. Pour l'ensemble des BPA, cet indicateur se chiffre à 33,3 %.

Le lien constaté précédemment entre le taux d'usagers inscrits et le nombre de prêts par habitant se vérifie aussi quand on compare ces deux indicateurs selon la taille des municipalités. Ce sont les municipalités de taille moyenne – 10 000 à 24 999 et 25 000 à 49 999 habitants – qui affichent les nombres de prêts par habitant les plus élevés, soit respectivement 6,32 et 6,36. Les municipalités de grande taille comptent 5,79 prêts par habitant, tandis que celles de petite taille – 5 000 à 9 999 habitants – affichent 6,08 prêts par habitant. Pour l'ensemble des municipalités québécoises desservies par une BPA, ce nombre est de 5,96.

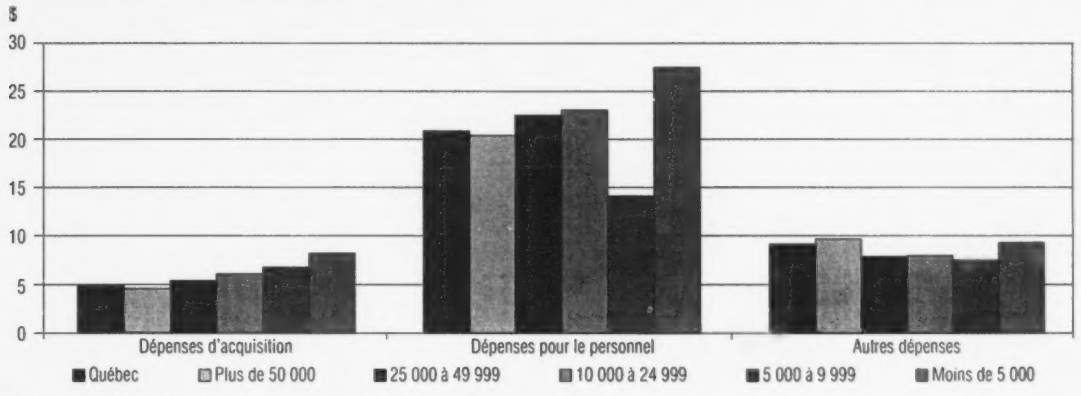
À l'inverse, le nombre de demandes d'information par habitant auprès du personnel des BPA est sensiblement plus élevé dans les municipalités de grande taille. Ces dernières en comptent 0,36, tandis que les deux classes de municipalités de taille moyenne en comptent respectivement 0,19 et 0,23. Les petites municipalités en comptent 0,23 également et pour l'ensemble des BPA, on rapporte 0,32 demande d'information par habitant. Ceci laisse entrevoir que la nature des services dispensés par les bibliothèques des grandes municipalités est différente de celle des autres municipalités, et que le nombre de prêts par habitant ou le taux d'usagers inscrits ne peuvent résumer à eux seuls l'ensemble des activités des bibliothèques.

En ce qui concerne la fréquentation des bibliothèques, soit 3,27 entrées par habitant pour l'ensemble des BPA, il y a très peu d'écart entre les catégories de municipalités, à l'exception des municipalités de petite taille qui comptent seulement 2,60 entrées par habitant. Ceci pourrait s'expliquer par un nombre plus faible d'heures d'ouverture. En effet, les bibliothèques des municipalités de petite taille sont ouvertes en moyenne 26,7 heures par semaine, tandis que celles des grandes municipalités sont ouvertes 40,4 heures par semaine en moyenne. Les bibliothèques des deux classes de municipalités de taille moyenne sont ouvertes respectivement 31,9 et 35,2 heures par semaine.

L'accessibilité réduite des bibliothèques des petites municipalités est reliée à la faiblesse relative de l'ensemble de leurs dépenses de fonctionnement et est conséquente avec la répartition entre les dépenses d'acquisition et les dépenses de personnel, celles-ci prenant une part beaucoup moins grande que dans les bibliothèques des autres municipalités. Ce sont en effet les municipalités de petite taille qui affichent les dépenses de fonctionnement les plus faibles, soit 28,43 $ par habitant. Les deux classes de municipalités de taille moyenne affichent les dépenses de fonctionnement les plus élevées, soit respectivement 35,86 $ et 37,19 $ par habitant, tandis que les grandes municipalités dépensent en moyenne 34,79 $ par habitant. Quant à la part des dépenses de fonctionnement consacrées au personnel par les municipalités de petite taille, elle est de 49,8 %, tandis qu'elle est de 59,7 % pour l'ensemble des BPA. À l'inverse, la part des dépenses d'acquisition y est plus élevée, soit 23.8 %, cette proportion étant de 14,2 % pour l'ensemble des BPA (figure 12).

L'effort consenti par les municipalités pour l'acquisition de documents est inversement proportionnel à la taille de la municipalité. En effet, les villes de grande taille dépensent 4,57 $ par habitant, les municipalités comptant entre 25 000 et 49 999 habitants 5,38 $, celles de 10 000 à 24 999 habitants 6,06 $, celles de 5 000 à 9 999 habi-

Figure 12
Dépenses par habitant des bibliothèques publiques autonomes selon la catégorie de dépenses et la taille de municipalité, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

tants 6,76 $ et, enfin, celles de moins de 5 000 habitants 8,20 $. Cet effort, de plus en plus grand à mesure que décroît la taille de la population desservie, ne semble pas suffisant pour combler les besoins des usagers, puisque les prêts entre bibliothèques (PIB) affichent une relation similaire avec la taille de la population desservie (figure 13). C'est-à-dire que le nombre de PIB par 1 000 habitants est de plus en plus élevé à mesure que la taille de la municipalité diminue. Ainsi, les villes de grande taille comptent 2,12 PIB par 1 000 habitants, tandis que les petites municipalités en comptent 13,43.

Il ressort de l'analyse des indicateurs de performance que la taille des municipalités a une influence déterminante sur l'activité des bibliothèques publiques. Les municipalités de taille moyenne affichent la meilleure performance quant au nombre d'usagers inscrits, au nombre de prêts et aux dépenses de fonctionnement. Les municipalités de grande taille se distinguent par un plus grand nombre d'heures d'ouverture et de demandes d'information. À l'autre extrême, la situation des bibliothèques des municipalités de petite taille illustre bien les effets du sous-financement sur l'accessibilité. Toutefois, ceci ne semble pas affecter leur proportion d'usagers inscrits, ni leur nombre de prêts par habitant.

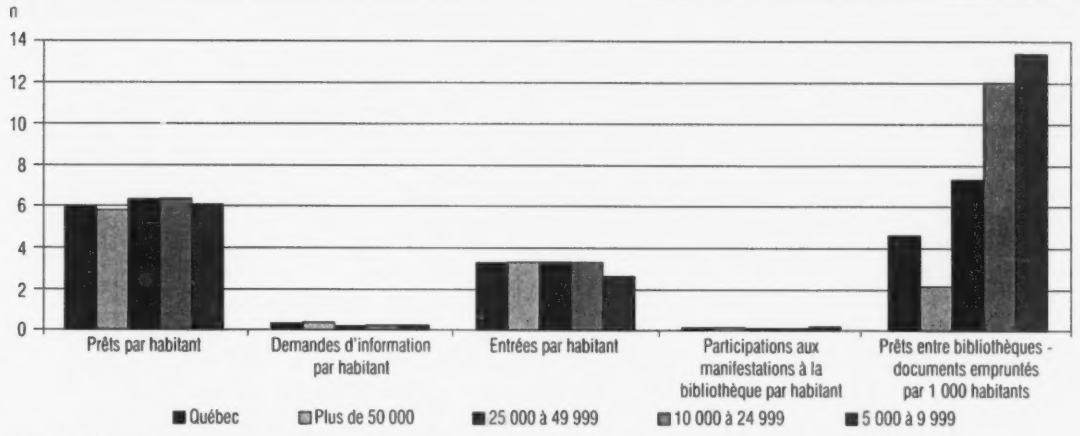
Les bibliothèques publiques autonomes selon le type de région administrative

L'analyse des indicateurs de performance selon le type de région administrative permet de tenir compte, au moins partiellement, de l'éloignement des grands centres dans la comparaison des régions entre elles. Cette typologie a été développée par Fernand Harvey et Andrée Fortin et est utilisée par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans plusieurs analyses.[11]

Il y a quatre types de région : les régions centrales, périphériques, intermédiaires et éloignées. Le tableau suivant décrit la répartition des régions selon leur type.

De manière générale, les indicateurs de performance des bibliothèques des régions centrales affichent des valeurs plus élevées que ceux des bibliothèques des autres régions, tant en ce qui concerne les indicateurs de l'offre que ceux de la demande (tableau 7). Mais il y a des exceptions. Ainsi, le nombre de documents par

Figure 13
Indicateurs de demande de services des bibliothèques publiques autonomes selon la taille de la municipalité, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

11. HARVEY, Fernand et Andrée FORTIN (1995). *La nouvelle culture régionale*. Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p. 29-32. Voir aussi DALPHOND, Claude E. *Bilan des portraits statistiques régionaux*, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Direction du lectorat, de la recherche et des politiques, juin 2006, page 4. http://www.mccct.gouv.qc.ca/index.php?id=20.

Types de région

Régions centrales	Capitale-Nationale, Montréal	Grands centres urbains
Régions périphériques	Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Laurentides, Laval, Montérégie	À proximité des grands centres urbains
Régions intermédiaires	Mauricie, Estrie, Centre-du-Québec, Outaouais	Situées entre les régions centrales ou périphériques et les régions éloignées
Régions éloignées	Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Situées à grande distance des centres urbains, aux limites est, nord et ouest du Québec

Tableau 7

Indicateurs de performance des bibliothèques publiques autonomes selon le type de région, Québec, 2007

	Unité	Québec	Centrales	Périphériques	Intermédiaires	Éloignées
Documents par habitant	n	2,81	2,68	2,84	2,69	3,46
Documents imprimés par habitant	n	2,65	2,50	2,71	2,49	3,29
Usages et usagers						
Pourcentage d'usagers inscrits	%	33,3	33,7	37,4	27,0	19,9
Prêts par habitant	n	5,96	6,06	5,85	5,71	6,31
Pourcentage des documents pour enfants dans les prêts	%	36,0	37,3	35,5	36,9	31,2
Demandes d'information par habitant	n	0,32	0,54	0,18	0,15	0,15
Entrée par habitant	n	3,27	3,83	2,90	2,97	2,70
Participations aux manifestations à la bibliothèque par habitant	n	0,13	0,19	0,09	0,10	0,14
Prêts entre bibliothèques – documents empruntés par 1 000 habitants	n	4,60	4,66	4,62	4,68	4,02
Services électroniques disponibles à distance[1]	n	2,16	2,31	2,17	2,76	1,52
Accès et installations						
Heures d'ouverture par semaine (moyenne)	n	36,0	44,6	38,5	28,3	22,4
Revenus et dépenses						
Dépenses de fonctionnement par habitant	$	35,09	44,12	29,50	27,30	29,79
Dépenses d'acquisition par habitant	$	4,98	5,17	4,92	4,80	4,48
Dépenses pour le personnel par habitant	$	20,94	25,49	18,68	16,37	16,50
Pourcentage des dépenses d'acquisition	%	14,2	11,8	16,7	17,6	15,2
Pourcentage des dépenses pour le personnel	%	59,7	57,8	63,3	60,0	55,4

1. Moyenne du nombre de services électroniques distincts offerts par les bibliothèques.

Sources : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

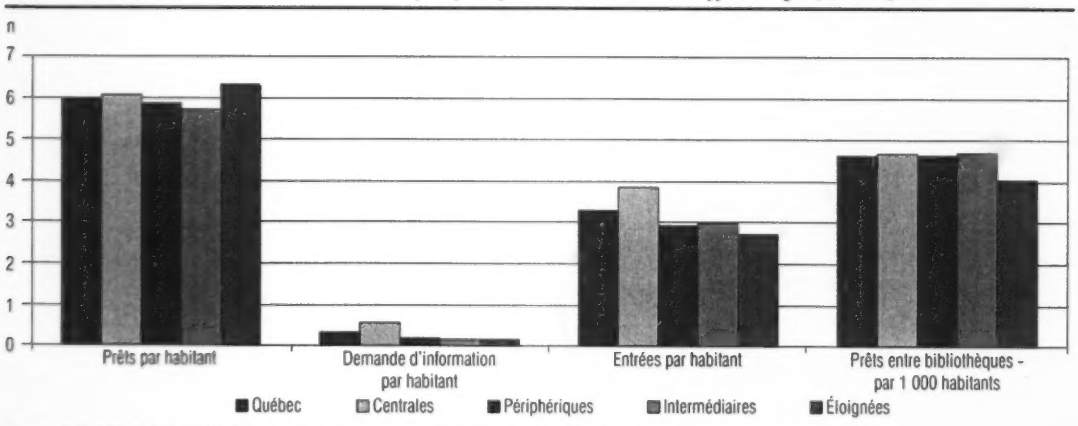
habitant est plus élevé dans les régions périphériques (2,84 documents), les régions intermédiaires (2,69) et les régions éloignées (3,46) que dans les régions centrales (2,68). La proportion d'usagers inscrits est moins importante dans les régions centrales (33,7 %) que dans les régions périphériques (37,4 %), mais elle dépasse de loin celle des régions intermédiaires (27,0 %) et des régions éloignées (19,9 %). Quant au nombre de prêts par habitant, les bibliothèques des régions centrales surclassent celles des régions périphériques et intermédiaires en affichant 6,06 prêts par habitant, mais sont dépassées par les bibliothèques des régions éloignées qui comptent 6,31 prêts par habitant (figure 14).

Les bibliothèques des régions centrales sont en avance en ce qui concerne les autres indicateurs de demande de services de bibliothèques, soit le nombre de demandes d'information par habitant (0,54) et le nombre d'entrées par habitant (3,83), et aussi en ce qui concerne les indicateurs d'offre, soit le nombre d'heures d'ouverture par semaine (44,6) et les dépenses de fonctionnement par habitant (44,12 $).

Cette situation est prévisible puisque les deux indicateurs de demande, prêts par habitant et proportion d'usagers inscrits, sont reliés entre eux, de même que les deux indicateurs de l'offre, soit le nombre d'heures d'ouverture et les dépenses par habitant. L'écart important entre les bibliothèques des régions centrales et celles des autres régions quant aux ressources financières dont elles disposent ne se reflète pourtant pas dans la proportion d'usagers inscrits ou le nombre de prêts par habitant. Ce qui pourrait être le signe de l'atteinte d'une certaine limite quant à l'élasticité de la demande de services de bibliothèques traditionnels. Autrement dit, l'ajout de nouvelles ressources financières dans les bibliothèques des autres régions aurait probablement peu d'impact sur ces indicateurs.

Les indicateurs présentés dans cette analyse ne permettent pas de l'affirmer de manière absolue, mais il est possible qu'une certaine part de l'écart entre le financement des BPA des régions centrales et celui des BPA des autres régions soit attribuable à la mise sur pied de nouveaux services de bibliothèques par les municipalités de Montréal et Québec, tels le nombre de postes avec un accès à Internet ou encore le développement de collections électroniques. L'offre de ces nouveaux services pourrait expliquer le nombre d'entrées plus élevé affiché par les bibliothèques des régions centrales.

Figure 14
Indicateurs de demande de services des bibliothèques publiques autonomes selon le type de région, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les achats de livres édités au Québec par les bibliothèques publiques autonomes

Les dépenses d'acquisition de livres édités au Québec ont été de 6,8 M$ en 2007. Ceci représente 27,6 % des achats de livres par les BPA. Cette part québécoise varie selon la taille de la municipalité. En effet, les bibliothèques des municipalités comptant plus de 50 000 habitants et celles comptant entre 25 000 et 49 999 habitants consacrent respectivement 25,5 % et 26,1 %, tandis que les bibliothèques des municipalités de 10 000 à 24 999 habitants et celles de 5 000 à 9 999 habitants ont attribué respectivement 31,6 % et 44,0 % de leurs achats de livres à des titres édités au Québec. Donc, on peut affirmer que, toute proportion gardée, plus la taille de la municipalité est grande, plus la part québécoise de ses achats de livres risque d'être petite.

La part québécoise varie aussi selon le type de région administrative. Ainsi, les bibliothèques des régions centrales consacrent une part plus faible (19,9 %) de leurs achats de livres aux titres édités au Québec, tandis que les régions périphériques y consacrent la part la plus élevée, soit 33,8 %. Les régions intermédiaires et éloignées affichent des parts québécoises de 29,2 % et 34,1 %, respectivement.

Pour replacer ces chiffres dans un contexte plus global, rappelons qu'en 2007 les parts québécoises du marché du livre de littérature générale étaient de 40 % pour les éditeurs du Québec, c'est-à-dire les éditeurs ayant un établissement au Québec, et de 33 % pour les éditeurs de propriété québécoise[12]. Il semble bien que les bibliothèques publiques du Québec, à tout le moins les BPA, dépensent proportionnellement moins pour les livres édités au Québec que les consommateurs québécois.

Tableau 8

Dépenses d'acquisition de livres des bibliothèques publiques autonomes selon l'origine et la taille des municipalités, Québec, 2007

	Québec		Plus de 50 000		25 000 à 49 999		10 000 à 24 999		5 000 à 9 999		Moins de 5 000	
	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%
Dépenses d'acquisition de livres	**24 823 604**	**100,0**	**15 565 090**	**100,0**	**3 799 440**	**100,0**	**3 957 985**	**100,0**	**1 346 083**	**100,0**	**155 007**	**100,0**
Livres édités au Québec	6 849 758	27,6	3 962 434	25,5	992 129	26,1	1 251 160	31,6	592 019	44,0	52 017	33,6
Livres étrangers	17 973 845	72,4	11 602 656	74,5	2 807 311	73,9	2 706 825	68,4	754 064	56,0	102 990	66,4

Source : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

12. ALLAIRE, Benoit (2008). « Édition québécoise 2007 : exportations en hausse et baisse sur le marché national », dans Statistiques en bref, nº 43, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, décembre. (http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/publicat_obs/occ_bref.htm).

Conclusion

Les bibliothèques publiques du Québec ont accompli des progrès importants entre 1995 et 2007 quant à l'offre de services de bibliothèques, surtout à partir de 2001. Dans cet essor, la création de la Grande Bibliothèque a joué un rôle déterminant. De son côté, la demande de services a progressé beaucoup moins rapidement, du moins quant aux services traditionnels. Cet écart peut être attribuable en partie à la scolarité plus faible des Québécoises et des Québécois par rapport à celle des citoyens de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et des États-Unis.

Le fait que les bibliothèques des municipalités de taille moyenne, de même que celles des régions périphériques, affichent des indicateurs de demande souvent supérieurs à ceux des bibliothèques des municipalités de grande taille et des régions centrales, alors que leurs indicateurs d'offre de services sont parfois inférieurs, révèle que le lien entre l'injection de nouvelles ressources et l'augmentation des usagers n'est pas nécessairement proportionnel.

Évidemment, cette analyse est assez sommaire et il y aurait lieu de la poursuivre dans au moins trois directions. Premièrement, il faudrait mieux comprendre les rapports entre le nombre de bibliothécaires et les indicateurs de demande. Deuxièmement, il faudrait au moins développer un modèle d'analyse de l'offre de services électroniques pour en dégager la structure lorsque les données recueillies sur cet aspect seront suffisamment fiables. Enfin, il y aurait lieu d'approfondir notre compréhension des rapports entre les indicateurs de demande et l'accessibilité des bibliothèques publiques.

Note méthodologique

Les statistiques provenant de l'enquête auprès des bibliothèques publiques du Québec de 2007 ont été produites à la suite d'une réforme importante de toutes les étapes de l'enquête, c'est-à-dire l'élaboration du questionnaire, la méthode de collecte et de saisie des données, la production des statistiques et la diffusion des tableaux. De plus, il est important de mentionner qu'à compter de 2007, la non-réponse partielle est estimée pour certaines variables et, dans ces cas, des valeurs sont imputées à quelques bibliothèques. La partie estimée est toutefois très faible et n'interdit pas les comparaisons avec les années précédentes.

À compter de l'année de référence 2007, l'enquête est menée en partenariat par le MCCCF et BAnQ, avec la collaboration scientifique de l'OCCQ. La collecte des données auprès des BPA, des CRSBP et de BAnQ est effectuée au moyen d'un seul formulaire électronique accessible par l'extranet de BAnQ, tandis que les données financières détaillées des BA sont recueillies par l'OCCQ auprès des Réseau-Biblio (CRSBP). Les données des activités des BA (fonds documentaires, prêts) sont fournies par les CRSBP. Les données recueillies sont entreposées à BAnQ et ensuite validées par BAnQ, le MCCCF et l'OCCQ.

Notice suggérée pour mentionner cet article dans une bibliographie ou en reproduire un extrait :

ALLAIRE, Benoit (2009). « Importante progression des bibliothèques publiques du Québec entre 1995 et 2007 », *Statistiques en bref*, nº 58, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, mars, 24 p. [en ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/observatoire.

Numéros déjà parus*

57	Bond de 52 % de l'assistance aux films québécois en 2009	Février 2010
56	Le téléchargement pair-à-pair au Québec : un premier portrait statistique à partir d'une observation directe	Janvier 2010
55	Les dépenses culturelles des municipalités en 2007	Décembre 2009
54	Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2007-2008	Novembre 2009
53	La fréquentation des arts de la scène au Québec en 2008	Novembre 2009
52	Au Québec, la consommation musicale passe clairement au numérique	Novembre 2009
51	La fréquentation des institutions muséales au Québec en 2008	Juin 2009
50	Portrait économique des entreprises de métiers d'art au Québec, 2004 et 2005	Juin 2009
49	Après sept ans de croissance ininterrompue, un premier recul de ventes de livres en 2008	Juin 2009
48	Projet de recherche sur des indicateurs culturels pour les municipalités québécoises	Mai 2009
47	Étude exploratoire de l'offre et de la consommation culturelles au québec de 2003 à 2007	Avril 2009
46	Les distributeurs de livres au Québec : un chiffre d'affaires de 263 M$ en 2006-2007	Mars 2009
45	Nouveau recul pour le cinéma québécois	Février 2009
44	Les dépenses culturelles des municipalités en 2006	Février 2009
43	Édition québécoise 2007 : exportations en hausse et baisse sur le marché national	Décembre 2008
42	En 2006-2007, les acquisitions d'œuvres d'art par les musées, les entreprises et les institutions ont diminué de 15 % par rapport à 2005-2006	Décembre 2008
41	La fréquentation des arts de la scène au Québec en 2007	Septembre 2008
40	Vente d'enregistrements sonores au Québec de 2002 à 2007	Septembre 2008
39	Hausse de 9 % des ventes de livres en 2007	Juin 2008
38	Les distributeurs de livres au Québec : un chiffre d'affaires de 239 M$ en 2005-2006	Juin 2008
37	La fréquentation des institutions muséales au Québec en 2007	Mai 2008
36	Public et touristes dans le réseau des institutions muséales du Québec	Mars 2008
35	Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2005-2006	Février 2008
34	L'assistance aux films québécois diminue en 2007	Février 2008
33	La part de marché de l'édition québécoise rebondit en 2006	Décembre 2007
32	Ventes d'enregistrement sonores au Québec de 2002 à 2006	Septembre 2007
31	La fréquentation des arts de la scène au Québec de 2004 à 2006	Août 2007
30	Ventes de livres en 2006 : retour à la normale	Juin 2007
29	La fréquentation des institutions muséales du Québec en 2006	Juin 2007
28	Les dépenses culturelles des municipalités en 2005	Mai 2007
27	Essoufflement de l'assistance aux films québécois en 2006	Février 2007
26	Les dépenses culturelles des municipalités	Février 2007
25	Portrait des distributeurs et diffuseurs exclusifs de livres au Québec	Décembre 2006

* Numéros antérieurs disponibles à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca/observatoire.

statistiques en bref

La version PDF de ce document est consultable à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca/observatoire.

Ce bulletin est conçu par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Pour tout renseignement veuillez communiquer avec Benoit Allaire
418 691-2414, poste 3170 ou
benoit.allaire@stat.gouv.qc.ca

Observatoire de la culture et des communications
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2414
Télécopieur : 418 643-4129

ISSN : 1708-9182 (version imprimée)
ISSN : 1715-6440 (en ligne)
© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2003

Institut de la statistique Québec